

Comité des accords commerciaux régionaux

ETABLISSEMENT DE RAPPORTS SUR LES ACCORDS
COMMERCIAUX REGIONAUX

Recommandations du Comité des accords commerciaux régionaux
à l'intention du Comité du commerce et du développement

Conformément au point 1 b) de son mandat¹, le Comité des accords commerciaux régionaux a adopté, le 20 février 1998, des recommandations à l'intention du Comité du commerce et du développement sur la question de savoir comment procéder à l'établissement des rapports requis sur le fonctionnement des accords commerciaux régionaux. Ces recommandations figurent dans l'annexe au présent document.

Ces recommandations sont essentiellement de nature procédurale et leur mise en oeuvre n'impliquerait aucune modification des droits et obligations juridiques des Membres. Les recommandations visent à uniformiser, dans toute la mesure possible, la présentation des rapports sur les accords commerciaux régionaux aux Membres de l'OMC; à faire en sorte que soient communiqués au Comité des accords commerciaux régionaux, sur les faits nouveaux concernant ces accords, des renseignements compatibles qui pourraient être utiles au Comité pour les travaux découlant de son mandat; et à assurer concrètement la mise en oeuvre des prescriptions en matière d'établissement de rapports contenues dans les textes juridiques de l'OMC.

Le Comité des accords commerciaux régionaux pourra présenter d'autres recommandations à la lumière des enseignements tirés de l'application des procédures recommandées.

¹"[D]éterminer comment procéder à l'établissement des rapports requis sur le fonctionnement de ces accords [commerciaux régionaux] et formuler des recommandations appropriées à l'intention de l'organe compétent" (WT/L/127).

ANNEXE

ETABLISSEMENT DE RAPPORTS SUR LES ACCORDS
COMMERCIAUX REGIONAUX

Recommandations du Comité des accords commerciaux régionaux
à l'intention du Comité du commerce et du développement

Le Comité des accords commerciaux régionaux recommande, dans le contexte du point 1 b) de son mandat, que le Comité du commerce et du développement adopte les procédures suivantes, en tant que lignes directrices générales, en ce qui concerne les renseignements sur les accords commerciaux régionaux qui lui sont présentés¹:

1. Ces renseignements seront également mis à la disposition du Comité des accords commerciaux régionaux, en tant que contribution aux travaux du Comité au titre du point 1 d) de son mandat.
2. Le cas échéant, des détails sur les faits nouveaux concernant les accords ne figurant pas dans les renseignements déjà communiqués au GATT/à l'OMC devraient être présentés. Des statistiques commerciales concises couvrant la dernière période représentative, à la fois pour les échanges commerciaux entre les parties aux accords et pour les échanges commerciaux avec les tierces parties, seraient également souhaitables.²
3. Le cas échéant, les parties aux accords pourront utiliser, pour la présentation des renseignements, le modèle de présentation type pour la communication de renseignements sur les accords commerciaux régionaux (document WT/REG/W/6). Cela faciliterait à la fois le travail des parties qui présentent des renseignements sur leurs accords et la tâche des Membres de l'OMC qui examinent les renseignements.

Les procédures ci-dessus n'affecteront en aucune manière les droits et obligations juridiques des Membres de l'OMC.

¹Les accords commerciaux régionaux faisant l'objet de rapports au Comité du commerce et du développement sont les arrangements régionaux ou mondiaux conclus entre pays en développement en vue de la réduction ou de l'élimination de droits de douane et de mesures non tarifaires sur une base mutuelle, notifiés au titre du paragraphe 4 a) de la Décision concernant le traitement différencié et plus favorable, la réciprocité et la participation plus complète des pays en voie de développement (Clause d'habilitation). En plus de la notification et de la présentation des renseignements pertinents initialement requises, les parties à ces arrangements sont tenues de donner notification et de fournir les renseignements appropriés quand elles prennent "des mesures ... pour modifier ou cesser d'accorder un traitement différencié et plus favorable" (paragraphe 4 a) de la Clause d'habilitation).

²Les renseignements statistiques pourront être fondés sur les données annuelles pertinentes communiquées au Secrétariat par les parties conformément à la Décision adoptée par le Conseil général le 16 juillet 1997 (WT/L/225).